

**COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL
DU LUNDI 18 OCTOBRE 2021**

Le lundi dix-huit octobre deux mille vingt et un à dix-huit heures trente, les membres composant le Conseil municipal de la Ville d'Unieux se sont réunis en salle du Conseil municipal sous la présidence de Monsieur Christophe FAVERJON, Maire, après avoir été convoqués en date huit octobre deux mille vingt et un, en application des articles L.2121.10 et L.2121.12 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Présents : MM et Mmes Christophe FAVERJON, Fabrice MIALON, Gisèle ARSAC, Fabrice CORDAT, Corinne CABUT, Manuel DE SA, Djida OUCHAOUA, Gaston CONSTANT, Véronique ROMEYER, Daniel RATHIER, Monique FAURAND, Juliette HAUW, Pascal PEYRAT, Jean-Yves CHAUSSIN, Karine RICORT, Laurent LAFRECHOUX, Stéphane CESARATTO, Nicolas DUTARTRE, Carmela LEDDA, Bernard CHAPELON, Véronique RESSEGUIER, Frédéric BATTIE.

Pouvoirs déposés : Mme Agnès PESTRE à M. Fabrice MIALON, Mme Nathalie RAFFIN à M. Christophe FAVERJON, Mme Clémentine PAGNIER à Mme Gisèle ARSAC, Mme Nathalie DUVAL à Morgane RICHARD, M Rémi FAVIER à M. Bernard CHAPELON.

Excusé : M. Philippe BEAUNE.

Nombre de conseillers : 29 - Nombre de présents : 23 - Nombre de votants : 28

Désignation de secrétaire de séance : Mme Gisèle ARSAC

Décision du Maire au titre de l'article L 2122-22 du CGCT: Les Conseillers municipaux ont eu connaissance des décisions prises par Monsieur le Maire au titre de l'article L 2122-22 du CGCT.

Le compte rendu du précédent Conseil municipal est approuvé à l'unanimité.

Le Conseil municipal approuve à l'unanimité l'ajout d'une question supplémentaire apportée à l'ordre du jour.

Au préalable à la séance du Conseil municipal, Mademoiselle Coline LIOGIER accompagnée de Rémi (son frère) et Madame Christine LIOGIER (sa mère), est intervenue afin de présenter leur action pour faire évoluer la réglementation française en matière de suicide assisté suite au décès de leur père et époux, Monsieur Louis LIOGIER.

Bonsoir à tous,

Si nous sommes ici aujourd'hui c'est pour vous parler d'un combat qui a été celui de notre père et qui est maintenant celui de notre famille.

Notre père avait 56 ans, c'était un sportif dévoué aux autres, passionné de voitures, de motos et de voyages lorsqu'on lui diagnostique la maladie de Charcot (SLA) fin 2019. Cette maladie neuro dégénérative incurable qui s'attaque aux motoneurones lui a enlevé toutes ses capacités motrices en l'espace de quelques mois et l'a emprisonné dans son corps.

Ne plus pouvoir marcher, conduire, manger seul et comme les autres, contrôler ses émotions, déglutir, puis ne plus pouvoir communiquer autrement que par un ordinateur lui était insupportable. Ces deuils s'enchaînaient sans avoir réellement de temps de les accepter.

Cette maladie lui a enlevé toute dignité et finirait par lui enlever la vie dans d'atroces souffrances en s'attaquant à son système respiratoire.

Aller au bout de la maladie et accepter ses contraintes et conséquences lui était impensable. Il a donc pris la décision d'entreprendre des démarches pour prétendre à un suicide assisté illégal dans notre pays mais légal dans d'autres notamment en Suisse.

Le suicide assisté est défini comme ceci par le comité d'éthique du Québec :

- On parle de suicide assisté lorsqu'un médecin fournit les substances létales à une personne, qui se les administre alors elle-même.

C'est un acte encadré et accepté sous certaines conditions : il faut être doué de discernement, être capable de s'administrer soi-même la dose létale et que la personne ne soit pas poussée par des mobiles égoïstes de la part des aidants.

La décision de notre père était prise, réfléchie et pensée. Puisque penser était la seule chose qu'il pouvait encore contrôler.

Malheureusement, il a été contraint de s'éloigner de ses proches, de ses racines et de son foyer et de parcourir 8h de route pour fuir son pays et accomplir sa volonté.

Comment notre beau pays des droits de l'Homme et des libertés peut être encore en retard et refuser d'apporter une solution aux souffrances que peuvent vivre les personnes atteintes de maladies douloureuses ou incurables. La loi Léo Netti est malheureusement insuffisante. La mort ne devrait pas être un sujet tabou.

Lorsque la maladie prend tout, que la vie n'est plus, il faut laisser place à la mort. C'est un choix, un droit, une ultime liberté propre à chacun que de disposer de sa fin de vie. Le suicide assisté est un choix qui a permis à notre père de prendre le pas sur la maladie et ses conséquences et de décider du moment de sa mort sereinement

Imaginez-vous ne plus pouvoir rien faire seule, imaginez votre père, votre mère, votre sœur, votre conjoint dans l'incapacité de pouvoir manger, se coucher, se lever, se divertir ou encore parler et qui estime avoir le droit de mettre fin à cette vie plutôt que d'attendre la mort.

Notre père a dédié sa vie aux autres, à ses proches et à ses enfants, il a réalisé de grandes choses, mené à bien des projets et rendu des gens heureux. Il a battu la maladie, est parti sereinement et entouré des gens qu'il aimait.

Nous lui devons une fin de vie digne et sans douleur. Et c'est ce que nous devons à tout être humain.

Pensez-y, je vous invite à vous renseigner et sur la maladie et sur le suicide assisté, à en parler autour de vous afin de comprendre le quotidien et les difficultés des personnes en situation de handicap lourd. Ouvrez vos esprits, soyez compréhensifs ce sera une belle victoire.

Merci à vous

Rémi, Coline et Christine LIOGIER

1 - INSTALLATION D'UN NOUVEAU CONSEILLER MUNICIPAL ET MODIFICATION DU TABLEAU DES INDEMNITÉS DES ÉLUS

Suite au décès de Monsieur Serge PERRIN, élu sur la liste « Unieux, le Renouveau » en qualité de Conseiller municipal, et conformément à l'article L 270 du Code Électoral, il a été procédé à l'installation de Monsieur Jean-Yves CHAUSSIN dans ses fonctions de Conseiller municipal, étant le suivant sur la liste précitée. *Monsieur le Maire a confié à Monsieur CHAUSSIN la délégation de Conseiller municipal en charge des associations et des animations.*

Le Conseil Municipal prend acte de l'installation de Monsieur Jean-Yves CHAUSSIN dans ses fonctions de Conseiller municipal.

Le Conseil municipal par 23 voix pour et 5 absentions (*Mme Ledda, M. Chapelon, Mme Resseguier, M. Battie, M. Favier*) décide de voter dans la même enveloppe que celle validée par délibération du 28 septembre 2020, le tableau de répartition des indemnités du Maire, des Adjoints et des Conseillers municipaux ayant reçu délégation comme suit :

		% de l'indice terminal de la FPT
Christophe FAVERJON	Maire	41,50%
Fabrice MIALON	1er Adjoint	22,00%
Gisèle ARSAC	2ème Adjointe	14,50%
Fabrice CORDAT	3ème Adjoint	14,50%
Corinne CABUT	4ème Adjointe	14,50%
Manuel DE SA	5ème Adjoint	14,50%
Djida OUCHAOUA	6ème Adjointe	14,50%
Gaston CONSTANT	7ème Adjoint	14,50%
Véronique ROMEYER	8ème Adjointe	14,50%
Juliette HAUW	Conseillère municipale déléguée spéciale	14,50%
Morgane RICHARD	Conseillère municipale déléguée	3,30%
Stéphane CESARATTO	Conseiller municipal délégué	3,30%
Nicolas DUTARTRE	Conseiller municipal délégué	3,30%
Nathalie DUVAL	Conseillère municipale déléguée	3,30%
Philippe BEAUNE	Conseiller municipal délégué	3,30%
Agnès PESTRE	Conseillère municipale déléguée	3,30%
Jean-Yves CHAUSSIN	Conseiller municipal délégué	3,30%
Pascal PEYRAT	Conseiller municipal délégué	3,30%
Nathalie RAFFIN	Conseillère municipale déléguée	3,30%
Monique FAURAND	Conseillère municipale déléguée	3,30%
Daniel RATHIER	Conseiller municipal délégué	3,30%
Karine RICORT	Conseillère municipale déléguée	3,30%
Laurent LAFRECHOUX	Conseiller municipal délégué	3,30%
Clémentine PAGNIER	Conseillère municipale déléguée	3,30%

2 - DÉCISION MODIFICATIVE N°2 (DM2) BUDGET 2021

Suite à la Commission Gestion-Finances du 7 octobre dernier, le **Conseil municipal par 23 voix pour et 5 absentions** (Mme Ledda, M. Chapelon, Mme Resseguier, M. Battie, M. Favier) approuve la décision modificative n°2 (DM2) comme suit :

42316	VILLE D'UNIEUX	DM n°2 2021
Code INSEE	Budget Commune M14	

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU Conseil Municipal DM Octobre

Désignation	Dépenses (1)		Recettes (1)	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
FONCTIONNEMENT				
R-002-01 : Résultat de fonctionnement reporté (excédent ou déficit)	0.00 €	0.00 €	0.00 €	424 736.47 €
TOTAL R 002 : Résultat de fonctionnement reporté (excédent ou déficit)	0.00 €	0.00 €	0.00 €	424 736.47 €
D-023-01 : Virement à la section d'investissement	0.00 €	424 736.47 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 023 : Virement à la section d'investissement	0.00 €	424 736.47 €	0.00 €	0.00 €
Total FONCTIONNEMENT	0.00 €	424 736.47 €	0.00 €	424 736.47 €
INVESTISSEMENT				
R-021-01 : Virement de la section de fonctionnement	0.00 €	0.00 €	0.00 €	424 736.47 €
TOTAL R 021 : Virement de la section de fonctionnement	0.00 €	0.00 €	0.00 €	424 736.47 €
D-20422-020 : Privé - Bâtiments et installations	0.00 €	100 000.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 204 : Subventions d'équipement versées	0.00 €	100 000.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2188-314 : Autres immobilisations corporelles	0.00 €	95 000.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 21 : Immobilisations corporelles	0.00 €	95 000.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2313-20 : Constructions	600 000.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2313-212 : Constructions	20 263.53 €	600 000.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2313-412 : Constructions	0.00 €	220 000.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2313-414 : Constructions	0.00 €	30 000.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 23 : Immobilisations en cours	620 263.53 €	850 000.00 €	0.00 €	0.00 €
Total INVESTISSEMENT	620 263.53 €	1 045 000.00 €	0.00 €	424 736.47 €
Total Général		849 472.94 €		849 472.94 €

3 – PASSAGE À LA NOMENCLATURE M57

Vu l'avis favorable de Monsieur Le Trésorier, le **Conseil municipal** approuve à l'unanimité le passage en nomenclature M57 au 1^{er} janvier 2022 qui prévoit lors d'un prochain Conseil municipal, l'apurement du compte 1069 pour une somme de 131 011,69 € qui sera prévu lors d'une prochaine décision modificative. **Le Conseil municipal autorise par 23 voix pour et 5 absentions** (Mme Ledda, M. Chapelon, Mme Resseguier, M. Battie, M. Favier) Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à cet effet, à signer la convention à intervenir avec la DGFIP ou avec Madame la Préfète de la Loire, dans le cadre de cette expérimentation.

Ce passage à la nomenclature M57 prévoit aussi que le Conseil municipal se positionne sur les durées d'amortissement relatives aux immobilisations.

Le Conseil municipal décide par 23 voix pour et 5 absentions (Mme Ledda, M. Chapelon, Mme Resseguier, M. Battie, M. Favier) de conserver les durées d'amortissement telles qu'elles sont en œuvre à ce jour et adopte le règlement budgétaire et financier décidant de fixer à 2% le taux de fongibilité entre les chapitres hors de celui du Personnel et décide qu'en l'état, de ne pas recourir aux Autorisations de Programmes et Autorisations d'Engagement (AP/AE), liée à la gestion pluriannuelle des opérations.

4 – ADMISSIONS EN NON-VALEURS ET PERTES SUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES

Monsieur le Trésorier Principal a porté à la connaissance de la commune qu'il n'a pas pu, malgré les procédures réglementaires employées, recouvrer différents titres, côtes ou produits en raison de divers motifs (débitteur insolvable, adresse inconnue, montant de la créance inférieur au seuil des poursuites). Dans ces conditions, **le Conseil municipal décide à l'unanimité** d'admettre en non-valeurs les montants suivants : 159,40 € euros pour la commune sur les exercices 2016, 2018 et 2020 (état arrêté à la date du 20 septembre 2021) et décide **également à l'unanimité** d'admettre en créances irrécouvrables la somme de 3023,42 euros sur les exercices 2006 à 2015 (état arrêté à la date du 20 septembre 2021).

5 - SUBVENTIONS SPORTIVES - SOLDE 2021

Le Conseil municipal approuve à l'unanimité le montant des subventions suivantes ainsi que le solde tel qu'il est indiqué ci-dessous pour celles qui ont déjà eu un acompte.

	Subvention proposée par OMS (en euros)	Acompte payé 75 %	Reste à payer 25 %	Nombre de jeunes de -18 ans 18€ /jeune	TOTAL Subvention jeune (en euros)	Subvention Aide emploi associatif	TOTAL SUBVENTION 2021 (en euros)	SOLDE (en euros)
ALSU	1483	1112	371	11	198	0	1681	569
Arc en Ciel	7244	5433	1811	50	900	49	8193	2760
AS Sampicot	287	287	0	0	0	0	287	0
Arts Martiaux	3624	2718	906	79	1422	1481	6527	3809
FUB42	5299	3975	1324	180	3240	0	8539	4564
Boule du Coq	287	287	0	0	0	0	287	0
Asso sportive collège Bois de la Rive	798	798	0	0	0	0	798	0
Gym A. France	520	520	0	0	0	242	762	242
Gym Val Ronzière	410	410	0	0	0	924	1334	924
Les Perroquets	287	287	0	0	0	0	287	0
Goshindo	250	250	0	0	0	0	250	0
OCO	7762	5822	1940	151	2718	0	10480	4658
PLCQ	3331	2498	833	3	54	0	3385	887
SBHV	287	287	0	0	0	0	287	0
Accord Tai Chi	274	274	0	0	0	0	274	0
Tennis Club	12959	9719	3240	226	3996	4000	20955	8336
UFOR	11453	8590	2863	65	1170	0	12623	4033
UTA	2664	1998	666	7	126	0	2790	792

Le Conseil municipal approuve à l'unanimité l'attribution de subventions aux associations suivantes :

- Chorale « Si l'on chantait » pour l'aide à l'emploi associatif d'un montant de 47,90 € (année 2021).
- Arc en Ciel d'Unieux (AECU) section tennis de table pour l'aide à la prise de licence pour un montant de 105 € (7 X 15 € année 2020/2021).

- Patronage Laïque de Côte-Quart (PLCQ) subvention exceptionnelle d'un montant de 1 000 € pour les 80 ans de l'association en 2022.

6 - ÉCOLES : ORGANISATION DES TRANSPORTS

Afin de faciliter la gestion des crédits de transport pour les écoles, le **Conseil municipal** décide à l'**unanimité** d'attribuer une somme correspondant aux frais habituellement pris en charge par le budget de la commune, et ce pour l'année scolaire 2021/2022, soit pour les différentes écoles les sommes suivantes sur la base de 100 € par classe :

	Bourg maternelle	Bourg élémentaire	Groupe Claudius Buard	groupe scolaire Vigneron		Côte-Quart maternelle	Côte-Quart élémentaire
				maternelle	élémentaire		
nombre de classes	3	6	6	3	5	4	8
total 100 € / classe	300	600	600	300	500	400	800

7 - MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Suite à la réussite à l'examen d'attaché principal d'un agent, le **Conseil municipal** approuve à l'**unanimité** les modifications du tableau des effectifs comme suit :

Filière administrative :

- Transformation d'un poste d'attaché en un poste d'attaché principal au 1^{er} août 2021.

8 - CONVENTION AVEC LA VILLE D'UNIEUX ET LE CENTRE DE GESTION 42

Le Centre de Gestion 42 propose un service en direction des collectivités afin de les aider à organiser le remplacement d'agents titulaires momentanément indisponibles. La convention prévoit que les collectivités qui adhèrent à ce service verse au CDG 42 les sommes dues sur production, par le CDG 42, d'un état de frais et après émission d'un titre de recettes.

Le **Conseil municipal** décide à l'**unanimité** d'adhérer à ce service et autorise Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à cet effet à signer la convention de délégation partielle de gestion du personnel remplaçant, avec le Centre de Gestion 42.

9 - CONVENTION ENTRE LES VILLES D'UNIEUX ET DU CHAMBON-FEUGEROLLES POUR L'UTILISATION DU CENTRE AQUATIQUE

Dans l'objectif de formaliser le partenariat entre la commune d'Unieux et la ville du Chambon-Feugerolles, le **Conseil municipal** décide à l'**unanimité** de prolonger la convention de mise à disposition par la ville du Chambon-Feugerolles de son centre aquatique de l'Ondaine aux élèves des écoles primaires de la commune d'Unieux afin que puissent être enseignées les activités de la natation qui rentrent dans le projet pédagogique des écoles.

10 - CONVENTION DE DÉMATÉRIALISATION DES ACTES ADS AVEC LE SIEL

Dans le cadre de la dématérialisation des actes d'urbanisme et du partenariat avec le SIEL, le **Conseil municipal** autorise à l'**unanimité** Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à cet effet, à signer les conventions ou avenants à intervenir.

11 - CONVENTION ENTRE LA MISSION LOCALE JEUNES ONDAINE ET HAUT PILAT ET LA VILLE D'UNIEUX

le **Conseil municipal** autorise à l'**unanimité** Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à cet effet, à signer la convention avec la Mission Locale Jeunes Ondaine et Haut-Pilat prévoyant la participation des communes couvertes par la structure au financement de la MLJ dans le cadre d'une subvention annuelle calculée chaque année en fonction de la population totale légale en vigueur au 1^{er} janvier de l'année de référence et de l'indice des prix à la consommation.

12 – PROJET DE RÉNOVATION DES FAÇADES ET D'AGRANDISSEMENT DU RESTAURANT SCOLAIRE DE L'ÉCOLE PAUL LANGEVIN (CÔTE-QUART)

Le Conseil municipal approuve à l'unanimité l'avant-projet définitif, remis par l'Atelier des Vergers, maître d'œuvre pour l'extension du restaurant périscolaire ainsi que la rénovation thermique des façades de l'immeuble accueillant le groupe scolaire Paul Langevin et des logements.

Le coût prévisionnel des travaux, réévalué au stade de l'APD, est arrêté à la somme de 2 323 494 € HT (hors équipements de cuisine).

Le Conseil municipal autorise à l'unanimité Monsieur le Maire ou l'Adjoint autorisé à cet effet à :

- Lancer la consultation relative à la mise en concurrence des marchés de travaux, sous la forme de la procédure adaptée.
- Signer les marchés et tous les actes et documents en découlant.
- Demander toutes les subventions possibles notamment dans le cadre du Plan de relance.

13 - FONCIER / URBANISME

➤ Avenant promesse de vente M. Imbert :

Du fait du projet de réalisation d'une piscine et du dépôt de permis de construire consécutif, il est nécessaire de diminuer la zone de non aedificandi des parcelles AO574 AO573 AO575, formant le lot n°8 du lotissement communal les Mimosas.

Sous réserve de l'avis des domaines, **le Conseil municipal** autorise à l'unanimité Monsieur le Maire ou l'Adjoint ayant délégation à signer l'avenant à la promesse de vente et désigne Me PAILHES, notaire à Firminy comme rédacteur de l'acte authentique de vente.

➤ Dossier Brkic – rue Pierre Basset – cession domaine public :

Dans le cadre d'une régularisation et en vue d'une cession pour la somme de 650 €, conformément à l'avis des domaines du 18 décembre 2020 à Monsieur BRKIC Dzanan habitant 12 rue Pierre Basset.

Le Conseil municipal approuve à l'unanimité la désaffectation et le déclassement du domaine communal de la parcelle de 50 m² située à l'angle de la rue Pierre Basset et la rue des Beaumes.

➤ Lotissement Le Mozart :

Après le passage en Commission Aménagement du Territoire et Développement Durable du 7 octobre dernier, **le Conseil municipal** décide par 23 voix pour et 5 contre (*Mme Ledda, M. Chapelon, Mme Resseguier, M. Battie, M. Favier*) d'émettre un avis favorable au projet de construction de l'office HLM Bâtir et Loger de 9 maisons jumelées.

Le Conseil municipal décide par 27 voix pour et 1 contre (*Mme Resseguier*) de dénommer la rue qui sera créée dans le cadre de ce projet : rue Gisèle HALIMI, militante du droit des femmes, avocate et l'une des actrices majeures du droit à l'avortement.

14 – MOTION CONTRE LA FERMETURE DE LA POSTE D'UNIEUX

Lors d'un entretien le 29 avril 2021, le groupe La Poste a indiqué à Monsieur le Maire, son projet consistant à réduire fortement les horaires d'ouverture du site d'Unieux. Ainsi, il serait envisagé une fermeture de l'établissement tous les après-midis.

Cette décision est inacceptable et réduirait significativement le service public offert aux usagers.

Par ailleurs, à l'heure où le développement durable est devenu un enjeu majeur des politiques publiques notamment la réduction des déplacements, il est impératif que La Poste puisse rester au plus près de ses habitants et assurer ainsi un maillage efficace du territoire. Le secteur a d'ailleurs subi une réduction de la présence postale ces dernières années avec déjà des réductions d'horaires d'ouverture.

Enfin, la réduction des amplitudes d'ouverture aurait à n'en pas douter comme résultat, de déboussoler les usagers qui trouveraient régulièrement porte-clause. Cela conduirait à une baisse de la fréquentation qui serait utilisée pour justifier une nouvelle réduction des horaires d'ouverture, comme cela a été le cas précédemment.

Attaché au service public et aux missions de service public assurées par La Poste, Monsieur le Maire a fait part de son opposition à ce projet. Un courrier en date du 27 mai 2021 a ainsi été envoyé à la direction régionale. Une pétition a également été mise en place disponible dans différents équipements municipaux (accueil de la Mairie, Quarto, Médiathèque, Pôle de Services) et mise en ligne, pour exprimer la volonté des Unieutaires de maintenir les horaires d'ouverture et de conserver une présence forte dans notre commune.

Les Unieutaires refusent une telle hypothèse lourde de conséquences et demandent aux dirigeants de La Poste de renoncer à ce projet.

Le Conseil municipal décide à l'unanimité de faire siennes toutes les considérations ci-dessus indiquées et exige le maintien des horaires du bureau de Poste d'Unieux afin de garantir le bon fonctionnement du service public postal pour les administrés.

15 - CONVENTION ENTRE LA VILLE D'UNIEUX ET LOIRE HABITAT POUR L'ÉTUDE DU SECTEUR DU VAL RONZIÈRE

Le bailleur public Loire Habitat et la Ville d'Unieux engagent une réflexion sur l'évolution du quartier du Val Ronzière. Dans ce cadre, il a été proposé de confier une mission à Synergie habitat pour établir un état des lieux approfondi suivi de la définition d'orientations et de propositions. Ce travail d'analyse s'articulera autour de données à la fois quantitatives et qualitatives (entretiens des différents acteurs locaux).

Le Conseil municipal autorise à l'unanimité Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer la convention avec Loire Habitat confiant la réalisation d'une étude à Synergie Habitat sur le secteur du Val Ronzière et la définition de pistes d'amélioration pour le quartier, au regard de la faisabilité à la fois technique, financière et le cas échéant juridique. **Le Conseil municipal décide à l'unanimité** de participer à hauteur de 50% au financement de cette étude d'un montant de **12 960 € TTC**.

16 - AUTORISATIONS D'URBANISME

Le Conseil municipal autorise à l'unanimité Monsieur le Maire ou l'Adjoint ayant délégation à déposer les demandes d'urbanisme pour les travaux d'agrandissement du restaurant scolaire et de rénovation des façades de l'école Paul Langevin de Côte-Quart, ainsi que pour les travaux prévus dans la décision modificative n°2 pour lesquels il est nécessaire d'avoir une autorisation d'urbanisme, à savoir :

- agrandissement de l'auvent de la buvette Béal,
- agrandissement de l'auvent de la buvette Poty,
- rénovation de l'ex « baraque Faure ».

Le Conseil municipal autorise à l'unanimité Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à cet effet à signer toutes les autorisations d'urbanisme ainsi que de signer toutes les demandes d'autorisation d'utilisation des sols.

17 - AKERS

La Ville d'Unieux a été informée le lundi 18 octobre après-midi par Saint-Étienne Métropole de l'éventualité de l'intervention d'un opérateur économique, qui au lieu d'avoir une vision d'ensemble sur le projet, se contente d'aménager les parcelles économiquement rentables, ce qui dans l'opération d'AKERS conduirait à maintenir les friches. Saint-Étienne Métropole rencontre prochainement le liquidateur.

Le Conseil municipal décide à l'unanimité d'instaurer un droit de préemption sur toutes les zones Ufa de l'opération AKERS et d'autoriser la transmission de ce droit de préemption à Saint-Étienne Métropole ou à EPORA si nécessaire.

Intervention du groupe Ensemble Pour Unieux :

Point 3 : Le passage à la nomenclature comptable et budgétaire M 57 a pour objectif d'unifier l'ensemble de toutes les instructions existantes (M52, M71, M61, M 14). Dans le cadre de cette évolution, le comptable public de notre commune demande l'apurement du compte 1069 qui a été mouvementé dans le passé.

En effet lors du passage de l'instruction comptable M11 à l'instruction comptable M14 en 1997 des rattachements de charges sur exercice antérieur avaient été comptabilisés. Pour ne pas nuire au résultat de fonctionnement de l'année en cours, le ministère avait décidé à l'époque, de neutraliser l'incidence budgétaire et, d'atténuer l'impact par une recette d'ordre de fonctionnement équilibrée en dépenses d'investissement sur le compte 1069 (compte géré par le comptable public) d'un montant de 131 011,69 € .

Le trésorier demande aujourd'hui à notre commune d'annuler cette opération par un mandat de dépenses du même montant au compte 1068 (compte géré par la commune). Ce qui aura pour effet de solder le compte 1069 du trésorier.

Cette opération de régularisation purement budgétaire n'obère pas la situation financière actuelle de notre commune. Avec le passage à la nomenclature M57 l'essentiel des communes sont concernées par cette opération. De nombreuses communes de la Loire et de France ont déjà voté ou vont voter cette délibération. **C'est pourquoi notre groupe votera pour sur ce point.**

Point 13 : Notre groupe demande un vote séparé sur chaque dossier. En effet si nous voterons pour les deux premiers dossiers, **nous voterons contre le dossier du lotissement le Mozart** pour rester cohérent avec nos votes précédents sur ce dossier.

Point 16 : Notre **groupe votera pour** cette délibération. Cependant nous émettons un souhait : que Loire Habitat retrouve son efficience et sa réactivité comme par le passé. Beaucoup trop de locataires dans différents quartiers de la commune d'Unieux nous font remonter des griefs.

Fait à Unieux, le 26 octobre 2021.

Le Maire,

Christophe FAVERJON

